

# GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE L'ADEA

## COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DIRECTEUR

HOTEL SARA KAWA

*Lomé, 26 - 28 septembre 2003*

### Liste de présence:

Narciso Matos  
Carnegie Corporation of New York

Université du Ghana

Dr. Joseph Ngu, représentant de Fay Chung  
UNESCO/IICBA

Alice Sena Lamptey  
Coordinatrice du GTES

Arnold van der Zanden  
Pays-bas

### D'autres participants:

Komlavi Seddoh  
UNESCO

Magdalene Juma  
UVA

Katri Pohjolainen  
UNESCO

Pr. Akibode  
Université de Lomé

Aloyse-Raymond Ndiaye  
AUF

Pr. Kofi- Lumo Samuel Kodjo  
Université de Lomé

Olivier Sagna  
AUF

Victoire Djitrinou  
Internationale de l'Éducation

Margaux Beland  
Association des Universités du  
Commonwealth(ACU)

Monsieur le Ministre de l'Enseignement  
Supérieur et de la Recherche

William Saint  
Banque Mondiale, Etats-Unis

Monsieur le Ministre de l'Enseignement  
primaire et secondaire

Roland Weiss  
DAAD

Monsieur le Ministre de l'Enseignement  
technique et de la Formation professionnelle

William Rwambulla  
CAPA

Monsieur le Ministre de la Culture

Takyiwaa Manuh

### Les absents:

Piyushi Kotecha (excusé)  
SAUVCA

Talaat Moreau (excusé)  
USAID/AFR/SD/ED

Ahmed Bawa (excusé)  
Fondation Ford

Joyce Moock  
Fondation Rockefeller

Juma Shabani  
UNESCO/BREDA

Pr. Thomas Tlou (excusé)  
AUA

Kwame Gbesemete  
SIDA/SAREC

Elizabeth Heen  
NORAD

Mamadou Ndoye (excusé)  
ADEA/IIEP/UNESCO

Pr. Abdolkabir Al-Fahary  
AUA

Pascal Mdemu (excusé)  
Ministère de l'Education, Tanzanie

Joel Moulen  
Ministère de l'Education, Cameroun

Bonaventure Mvé Ondo  
AUF

Timo Aarevaara  
Ministère des Affaires étrangères,  
Finlande

## **Ouverture de la Réunion et Adoption du l'ordre du jour**

La réunion a commencé à 14h25 avec l'allocution d'accueil prononcée par le président de la réunion, suivie de la déclaration de l'objet de la réunion. Le Président a attiré l'attention des participants sur l'ordre du jour provisoire et a demandé d'y apporter des amendements. L'ordre du jour a été accepté à la suite de la présentation d'une motion par Bill Saint, laquelle a été appuyée par Arnold van der Zanden. Les excuses des absents ont été présentées après la présentation individuelle des participants. Les excuses d'absence émanaient des personnes et établissements suivants: ADEA, NORAD, SIDA/SAREC, Finlande, USAID, Pascal Ndemu, Thomas Tlou, Fondation Ford et Piyushi Kotecha.

## **Compte rendu de la Conférence de formation sur l'Enseignement supérieur**

Le rapport sur la Conférence de formation tertiaire ayant eu lieu à Accra au Ghana du 23 au 25 septembre sur le thème *Des choses qui marchent !* (Things that work) a été présenté par Bill Saint. C'était une conférence, conjointement organisée par l'Association des Universités Africaines(AUA), l'ADEA/GTES, le Conseil national ghanéen sur l'Enseignement supérieur (NCTE) et la Banque Mondiale, bénéficiant surtout d'un appui financier du Norwegian Education Trust, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires étrangères norvégien et de la Carnegie Corporation. L'équipe de quelques 150 participants s'est composée des groupes nationaux constitués de 4 à 6 décideurs en matière d'éducation, des leaders institutionnels et des chercheurs. La plupart des participants ont bénéficié d'un financement octroyé par la Conférence alors que quelques uns d'entre eux y ont participé à leurs propres frais. Deux ateliers parallèles ont été organisés par le COMED à l'intention des journalistes qui couvraient cette conférence en même temps que celle du Réseau international pour l'accès aux publications scientifiques (INASP) organisée pour les bibliothécaires. L'objectif principal de la conférence était de créer un forum pour l'apprentissage et le partage des expériences sur les approches innovatrices et les choses qui marchent dans le domaine de l'enseignement supérieur en Afrique ainsi qu'aux niveaux des systèmes, des facultés et des institutions. Trente-trois études de cas ont été présentées par les anglophones, francophones et lusophones dans les domaines de gestion, de financement, du genre et d'équité, d'accès à la vulgarisation de l'information, de mise en application des technologies de l'information et d'engagement communautaire. Toutes les communications sont disponibles en anglais et en français sur le site web: [www.worldbank.org/afr/teia](http://www.worldbank.org/afr/teia).

Il a été remarqué dans le rapport qu'après dix ans de crises dans l'enseignement supérieur en Afrique, il y a l'évidence que la nouvelle génération de jeunes responsables d'institutions tertiaires est très engagée tout en étant ouverte au changement et à l'innovation. Il y a aussi l'émergence d'un nombre de nouveaux modèles d'institutions avec de nouvelles approches à l'enseignement, à la recherche et à l'engagement communautaire. La plupart des études de cas présentées étaient très pratiques de nature et avaient été identifiées par le biais de Foundations Partnership et financées à

travers *l'Etude des innovations dans l'Enseignement supérieur en Afrique* du GTES.

Il a été signalé que la conférence n'avait pas l'intention de produire des recommandations, rapports, déclarations ou communiqués. Selon Bill, les participants, organisateurs et agences de financement, de par leur évaluation, ont considéré la conférence comme un succès et ont mis l'accent sur le besoin de poursuivre cette idée de partage des informations et expériences sur le plan sous-régional et national.

Les questions et commentaires provenant du compte rendu portaient sur les types d'innovations en question et cherchaient à savoir si l'accent était mis sur le rôle des TIC. C'est alors que l'AUF a fait comprendre son intention de s'associer plus étroitement avec l'AUA et la Banque Mondiale afin de renforcer le rôle et la participation des universités francophones à ces activités et d'autres visant à améliorer l'enseignement supérieur en Afrique.

Le Comité directeur a loué le GTES pour avoir pris la décision en 2002 de s'associer à la conférence et a remercié, dans la même foulée, le comité de planification et les organisateurs pour un travail bien exécuté. En ce qui concerne les activités de suivi, la réunion a réitéré l'engagement pris par le GTES de considérer toutes les suggestions et demandes formulées.

C'était dans ces circonstances que la séance était suspendue brièvement pour accueillir le Recteur de l'Université du Togo, le Professeur Ampah Johnson et pour permettre de faire une brève cérémonie officielle d'ouverture. Le Professeur Ampah dans sa réponse a affirmé l'honneur faite aux universités du Togo pour leur avoir demandé d'accueillir le Comité directeur. Il a, en même temps, présenté ses remerciements au GTES pour l'opportunité offerte de rencontrer les anciens amis et en accueillir des nouveaux. Le président du GTES a rappelé aux membres que le Professeur Ampah Johnson était le président de l'AUA de 1977 à 1980 et l'a qualifié d'un des pionniers et l'Eminence grise de l'enseignement supérieur en Afrique.

### **La Cérémonie officielle d'ouverture**

La brève cérémonie d'ouverture effectuée par Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a rassemblé tant d'autres responsables et fonctionnaires du gouvernement. Dans ses remarques, le président a exprimé son appréciation pour le soutien et l'accueil chaleureux réservés à l'endroit du GTES et a confirmé que le terrain était déjà préparé pour la collaboration continue d'autant plus que les Universités du Togo sont les bénéficiaires d'une subvention d'un montant de 10 000 dollars offert par le GTES pour le développement des politiques institutionnelles sur le VIH/SIDA.

### **Le partage d'informations**

Depuis la création du GTES, le partage des informations a toujours été un aspect important de ses activités parce que le Groupe cherche à rester comme un réseau informel des représentants des universités africaines, des partenaires de développement et des experts en enseignement supérieur tout en poursuivant l'objectif d'élargissement de la compréhension mutuelle des perspectives.

### L'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC)

A travers l'Agence canadienne de développement internationale (CIDA), le Canada continue à démontrer, de manière significative, son intérêt croissant en matière d'enseignement supérieur. Ainsi, lorsque le budget d'ODA (l'Agence d'aide au développement à l'étranger) du gouvernement canadien va doubler en 2010, une grande proportion va être débloquée pour soutenir les institutions africaines d'enseignement supérieur. L'AUCC a actuellement un certain nombre de programmes de liaison avec des institutions tertiaires en Afrique. L'AUA et l'AUCC ont signé un protocole d'accord en juin 2003 pour faciliter, promouvoir et soutenir la coopération entre les universités africaines et canadiennes en tenant compte du fait que l'établissement des relations de ce genre sont normalement faites directement avec les institutions faisant valoir leur droits d'autonomie. Par conséquent, l'AUA s'est mise d'accord avec l'AUCC pour organiser quatre ateliers à travers l'Afrique en février 2004, dans les villes suivantes- Dakar, Accra, Nairobi et Pretoria- et dans le but de sensibiliser davantage aux différents mécanismes canadiens pour une collaboration dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur.

### Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)

Actuellement, l'AUF donne un appui financier pour l'acquisition des équipements et la mise en place de l'infrastructure nécessaire permettant la mise en place des programmes des TIC afin de promouvoir l'apprentissage à distance dans plus de cinquante universités dans le monde sous l'initiative Campus Numériques Francophones. L'AUF aide également à mettre en réseau les institutions dans le but de développer les centres d'excellence. Actuellement, il y a 9 centres d'excellence en Afrique sub-saharienne. Un centre régional pour les sciences et technologies est en passe d'être créé à l'Ecole supérieure polytechnique (ESP) de Dakar. En décembre 2003, l'AUF organisera un atelier sur la gouvernance universitaire. Elle compte aussi à augmenter le budget consacré à la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs à travers la collaboration sud-sud. Le Professeur Aloyse-Ndiaye, au nom du Recteur de l'AUF a remercié le GTES pour avoir continué à faire participer l'AUF à ses programmes et activités. L'AUF désire vivement mettre à la portée de tous, par l'intermédiaire de ses sites web, la documentation réalisée par le GTES et ses partenaires.

### Division sur l'enseignement supérieur de l'UNESCO

L'UNESCO entreprend un nombre d'initiatives, comprenant la révision des déclarations d'Arusha et l'évaluation des centres d'excellence en Afrique, avec l'objectif d'obtenir de l'UNESCO ce qu'elle pourra faire pour soutenir de tels centres. Ces initiatives seront bénéfiques à la Région d'Afrique. Une mission est aussi mise sur pied avec le but de mettre à l'étude les écoles normales pour y évaluer l'impact du VIH/SIDA. Les implications et l'impact du OMC/GATT sur l'éducation est un domaine de préoccupation pour l'UNESCO. C'est pourquoi l'UNESCO en collaboration avec ses partenaires, y compris l'AUA, se focalisera sur la compréhension des problèmes et développer une déclaration de politique générale. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, l'UNESCO a établi un forum sur la science de la recherche et l'enseignement supérieur ayant pour objectif d'identifier, de promouvoir et de renforcer la recherche dans le domaine de l'enseignement

supérieur en matière d'enseignement tertiaire et de connaissances. De manière spécifique, on a besoin de mieux comprendre les changements qui s'opèrent dans les systèmes et structures de l'enseignement supérieur à cette période historique où les systèmes changent si rapidement, dont la nécessité de mieux comprendre ce qui se passe. Le forum est une plateforme créée pour les académiciens, les experts et les décideurs afin de les encourager à échanger des idées et à examiner de façon critique la recherche et les problèmes de l'enseignement supérieur à deux niveaux: au niveau régional à travers les comités des intellectuels de grande renommée et sur le plan global, par le biais du Comité scientifique global qui est un groupe d'experts basé à l'UNESCO. Chaque année l'UNESCO organisera un événement mondial à Paris pour rassembler les experts en matière d'enseignement supérieur afin de partager les informations. Les comités, ayant fonctionné depuis une année, sont actuellement autonomes, chacun poursuivant ses propres programmes selon les besoins identifiés dans la région. Un séminaire de recherche est prévu pour les 8 et 9 décembre afin d'apprécier les connaissances dans toutes ses perspectives sur le sujet suivant: *La société des connaissances par opposition à l'économie des connaissances, le pouvoir des connaissances et la politique*. L'UNESCO compte organiser un atelier en collaboration avec l'AUF sur la fuite des cerveaux de l'enseignement supérieur en Afrique.

#### *L'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA) de l'UNESCO*

L'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA) a été établi en 1999 pour développer les capacités des institutions africaines afin qu'elles puissent s'occuper de tout ce qui s'apparente à la formation des enseignants, au développement des programmes scolaires, à la politique d'éducation, à la planification et à la gestion ainsi qu'à l'éducation à distance. L'IICBA, dépendant largement des TIC dans son travail, a développé un nombre de ressources électroniques d'archives pour l'organisation des stages, des programmes de licence et d'études de troisième cycle en collaboration avec un nombre d'institutions à l'intention des enseignants. Un diplôme de cours avancé en gestion de l'éducation, l'enseignement des mathématiques, l'utilisation des TIC dans l'enseignement supérieur, le genre et les femmes en position de leadership constituent quelques uns des domaines compris dans le programme. L'IICBA organise également des séminaires de haut niveau à l'intention des ministres de l'Education et travaille en étroite collaboration avec l'Union Africaine, et plus particulièrement sur les aspects d'éducation du NEPAD. Les programmes de l'UNESCO comprennent aussi une focalisation sur l'initiative de l'Education pour Tous (EFA)

#### *Le Ministère des Affaires étrangères du Pays-bas*

En raison d'un ralentissement de la croissance de l'économie néerlandaise et de la décision d'inclure de nouveaux éléments dans le budget néerlandais pour la coopération en développement (0,8% du PIB), le budget total néerlandais pour la coopération en développement est moins important qu'auparavant. Des décisions draconiennes devaient alors être prises et il est maintenant plus difficile de forger d'autres engagements. La bonne nouvelle, cependant, est que le gouvernement néerlandais a décidé d'augmenter son budget de l'éducation à 15% de ses dépenses vis à vis de l'ODA en 2007, lequel est actuellement à 6% (dont 35% est consacré à l'enseignement supérieur). Puisque ce montant devrait être prélevé d'autres éléments budgétaires, on ne peut pas exclure la possibilité que l'enseignement supérieur en fasse les frais dans un proche avenir. On n'y

est pas encore. Actuellement, le gouvernement néerlandais donne son appui à l'enseignement supérieur à travers trois principaux programmes:

- a) Le programme de coopération institutionnelle pour le renforcement de l'enseignement post-secondaire et des capacités de formation (**NPT**) qui cherche à améliorer les systèmes d'enseignement tertiaire dans les pays en développement comme un point d'entrée et non seulement limités aux partenariats universitaires. A partir de 2004, le budget annuel sera de 31 millions d'euros. Ce programme est déjà en cours au Rwanda, à l'Ouganda, au Mozambique, en Ethiopie et au Ghana. D'autres pays seront ajoutés en 2004;
- b) Le Netherlands Fellowship Programme (**NFP**), donne des bourses pour la formation des cadres moyens au Pays-bas et inclut tout genre d'études de troisième cycle et la formation professionnelle. Un budget de 25 millions d'euros y est consacré;
- c) Le programme de soutien aux activités régionales de l'enseignement post-secondaire (**SII**) qui donne un appui aux activités régionales et aux organisations telles que l'AUA, l'ADEA/GTES et l'AERC, dont le budget annuel est de 5 millions d'euros. La contribution néerlandaise à la Conférence d'Accra organisée sous le thème " Les choses qui marchent" provenait aussi du programme **SII**.
- d)

Les programmes NPT et NFP sont sous-traités par NUFFIC alors que le **SII** est géré par le siège du Ministère des Affaires Etrangères à la Haye. La personne de contact pour les trois programmes au Ministère des Affaires Etrangères est Arnold van der Zanden.

#### Le Service allemand d'échanges académiques (DAAD)

Le Service allemand d'échanges académiques (DAAD) donne son appui à quelques uns des réseaux et programmes de formation de troisième cycle dont l'évaluation est assurée par l'AUA. Il donne des bourses aux diplômés désireux de poursuivre des études de troisième cycle et compte intensifier cette prestation. La coopération entre le DAAD et l'AUA sera bénéfique dans la mesure où elle aidera à identifier de nouveaux programmes de niveau très élevé. Le DAAD encourage aussi ces centres d'excellence à établir des liens avec leurs homologues en Allemagne et d'autres institutions allemandes d'enseignement supérieur. En ce qui concerne le VIH/SIDA, le DAAD vient d'adhérer à un groupe de travail en Allemagne dont le but est de coordonner les activités des institutions de coopération en développement sur le VIH/SIDA et ainsi partagera les informations sur les expériences du GTES et ses activités récentes dans le secteur de l'enseignement supérieur aux pays africains où le GTES mène une action. En général, le DAAD se montre très intéressé par les questions de gestion de l'enseignement supérieur et, par conséquent, une nouvelle unité de travail a été établie au sein du siège du DAAD.

Dans le cadre d'une série de conférences intitulée, *Dialogue sur les stratégies innovatrices de l'enseignement supérieur (DIES)* prévue pour avoir lieu dans de différentes régions du monde, une conférence sera organisée à Nairobi du 9 au 11 octobre 2003 portant sur *l'Assurance de qualité à travers la conception des programmes - Une étude de cas de la gestion de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est*. La conférence sera conjointement organisée par le DAAD, la Conférence des

Recteurs allemands et le Conseil inter-universitaire de l’Afrique de l’Est. Un autre événement principal prévu pour l’Afrique est une conférence qui sera organisée par le Bureau Afrique du DAAD à Leipzig en Allemagne du 16 au 18 octobre 2003. Cette réunion rassemblera les représentants des réseaux et centres d’excellence en Afrique, les institutions partenaires en Allemagne et les boursiers actuels afin de promouvoir la mise en réseaux des scientifiques. Le DAAD a un projet visant à partager les résultats de ces conférences avec le GTES et les acteurs.

### La Carnegie Corporation de New York

Le Partenariat pour l’Enseignement supérieur en Afrique (Partenariat de fondation) comprenant la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Ford, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur ainsi que la Fondation Rockefeller ont publié les résultats des trois études de cas suivantes:

- ! L’enseignement supérieur en Tanzanie: une étude de cas
- ! L’Université Makerere en transition, 1993-2000: opportunités et défis
- ! L’enseignement supérieur au Mozambique: une étude de cas
- ! Garantir la cheville ouvrière: les TIC pour l’enseignement , l’apprentissage et la recherche
- ! Dans les mois à venir, le partenariat des fondations publiera d’autres cas d’études supplémentaires sur l’enseignement supérieur au Nigéria, au Ghana, au Kenya, à l’Ouganda et en Afrique du Sud. Il publiera aussi un rapport d’une commission qui a étudié l’accès aux TIC et à la bande passante (qui est moins chère et plus large) des universités initialement bénéficiant du soutien des fondations.

Pour davantage d’informations, prière de consulter le site web du Partenariat:

[www.foundation-partnership.org](http://www.foundation-partnership.org)

### L’Association des Polytechniques du Commonwealth en Afrique (CAPA)

La CAPA organisera un atelier international sur “L’amélioration de la performance dans l’enseignement polytechnique (PIPE) et la planification de projet et la gestion (PLAM)” du 3 au 5 décembre 2003 à Six-eighty Hotel à Nairobi. Le raisonnement et l’objectif de cet atelier est d’évaluer la pression et l’impact des TIC sur l’enseignement polytechnique. Précisément, les obstacles et barrières au développement des compétences dans les polytechniques feront objet de discussion dans cet atelier conduisant à la création d’une “carte routière” qui mènera à l’amélioration de la performance au niveau institutionnel et apportera un rendement à la formation et à l’enseignement professionnel et technique.

### Représentants d’universités

L’Institut africain du genre (AGI) et l’Université de Cape Town (UCT) ont lancé une initiative, à travers un réseau, qui vise le renforcement du genre et les études féminines pour la transformation de l’Afrique. Deux ateliers pour le développement des programmes scolaires ont été organisés sur

les sujets suivants:

- # L'identité sexiste et la culture
- # Le genre et la politique

L'initiative réunit 16 académiciens de 7 à 8 pays d'Afrique pour développer des outils de recherche en se servant du matériel africain. Comme un élément de sa mission, l'AGI a pour but de développer les capacités intellectuelles et d'établir une ressource africaine consacrée au renforcement et au progrès du travail des intellectuels, chercheurs, décideurs et praticiens engagés à la réalisation de l'égalité entre les sexes. L'AGI soutient de différents programmes et assure la responsabilité des programmes de licence et du troisième cycle portant sur les études du genre à l'Université de Cape Town. L'Institut a récemment inauguré un journal sur l'internet intitulé *L'Afrique féministe* ainsi qu'un site web que voici: <http://www.feministafrica.org/>

### **Présentation de la Vision et le Plan Stratégique (VPS) de l'AUA - le Pr. A. Sawyerr**

La présentation de la Vision et le Plan Stratégique (VSP) de l'AUA a été faite par le Secrétaire Général, le Pr. Akilagpa Sawyerr. Il a remarqué que la VSP, en principe, a été approuvé par la Conférence des Recteurs, Vice Chanceliers et Présidents (COREVIP) en mars 2003 sous réserve des amendements proposés. Le Pr. Sawyerr a signalé que le Plan Stratégique contient les trois principaux objectifs suivants:

1. Soutenir la génération efficace, la dissémination et l'application du savoir-faire par les institutions membres de l'Association;
2. Améliorer la voix et l'impact des institutions africaines de l'enseignement supérieur en ce qui concerne la politique nationale, régionale et globale; et
3. Gérer efficacement l'Association avec une capacité adéquate de mise en oeuvre et une base de ressource garantie.

Les sept objectifs généraux à poursuivre dans le cadre de la période du plan se concentrent sur:

1. le soutien offert aux institutions d'enseignement supérieur dans la poursuite de leur fonctions majeures - enseignement, apprentissage, recherche et prestation de services à leurs communautés
2. l'amélioration du leadership, de la gestion institutionnelle et de l'environnement de politique dans l'enseignement supérieur africain
3. la responsabilisation des membres afin qu'ils puissent aborder les défis en matière de développement pour devenir une voix efficace en ce qui concerne les affaires nationales, continentales et globales
4. La facilitation d'une interaction mutuellement bénéfique entre les membres et les communautés académiques étrangères ainsi que d'autres de ce genre
5. L'amélioration de la gouvernance et le cadre organisationnel de l'Association
6. L'amélioration de l'efficacité du Secrétariat
7. L'assurance au Secrétariat d'une base de ressource adéquate et garantie

Le Pr. Sawyerr a regretté que l'Association au cours des récentes dernières années a été confrontée par un nombre de défis majeurs dû à la faiblesse de gouvernance conduisant à une perte d'élan et à la réalisation d'un rythme réduit de promotion et de développement de projet, une mauvaise gestion financière et un manque de présentation régulière de rapport aux bailleurs de fonds. Ceci, à son tour, a conduit à une baisse importante d'appui aux activités et programmes de l'AUA. Pour pouvoir réaliser les objectifs soulignés dans le Plan, le Conseil Exécutif s'est embarqué dans la restructuration du Secrétariat. Il entreprend des démarches pour effectuer les changements désirés dans les structures et systèmes actuels de l'Association, y compris la révision de la Constitution, des statuts et du règlement intérieur en faveur de la retention et l'expansion des membres actuellement constitués des universités publiques en majorité. Avec un cadre logique à l'appui, le Pr. Sawyerr a ébauché les domaines et activités des programmes majeurs visés au cours de la période du Plan. Il a terminé son discours en lançant un appel au nom de l'AUA à ses partenaires pour venir en aide à l'Association avec un crédit relais, qui, entre autres, facilitera le recrutement pour remplir deux positions supérieures et assurer la continuation des activités de quelques uns des programmes clés déjà en cours tels que le SUMA et la DATAD. Le Pr. Sawyerr, au nom de l'Association, a exprimé son appréciation à Foundation Partnership, à Sida/SAREC et à IDRC pour leur appui dans le processus de restructuration.

Les membres participants ont beaucoup apprécié la présentation et se sont mis d'accord que les stratégies choisies par l'AUA cadrent bien avec la mission de l'Association. Ils étaient pleins d'éloges à l'endroit de l'AUA pour le progrès qu'il fait avec le programme de restructuration. En guise de réponse aux préoccupations exprimées par quelques membres sur les discussions portant sur la Vision et le Plan stratégique de l'AUA au cours de la session de travail de la réunion du Comité directeur du GTES et particulièrement sur ce que la présentation a envisagé, le président du GTES a rappelé ce qui suit:

- a) Historiquement, le GTES a toujours collaboré avec l'AUA comme son partenaire majeur
- b) Que dans la discussion du transfert de la coordination du GTES à l'AUA, notre préoccupation portait sur les moyens à adopter pour assurer la synergie et en même temps maintenir les identités séparées.
- c) Pour garantir la complémentarité du travail de l'AUA et celui du GTES, les membres doivent être informés des activités et programmes de l'AUA.

Il était convenu à la réunion que ce n'était pas une situation de deux entreprises séparées siégeant dans le même bâtiment mais plutôt celle de travail commun pour assurer la complémentarité des efforts déployés dans la promotion de l'enseignement supérieur en Afrique.

D'autres commentaires ont attiré l'attention de l'AUA sur le besoin de contacter l'ONUSIDA pour le financement; le besoin d'une mobilité académique pour une collaboration avec l'UNESCO sur un projet d'étude sur la fuite des cerveaux; le besoin non seulement d'attirer les bailleurs de fonds et les Gouvernements africains mais aussi le secteur privé commercial. Il en est ressorti que la tâche clé à laquelle l'Association doit faire face actuellement devrait être l'augmentation des membres et, par la suite, faire accroître le taux de collection des cotisations. Le genre et l'enseignement supérieur étaient les maillons manquants dans les programmes d'activités actuelles.

## Présentations par les Observateurs

### Université de Lomé

La présentation faite par le Pr. Kofi-Lumo Samuel Kodjo s'est concentré largement sur la structure, les programmes et les ressources de l'Université de Lomé (UL). Créée en 1970 et initialement appelée l'Université du Bénin, elle réunit aujourd'hui 15 établissements académiques avec une croissance rapide d'inscriptions et une augmentation correspondante du budget à partir de 1 525 575 000 francs français en 1980 pour atteindre 3 650 000 000 en 2000. Dans la structure administrative de l'Université figure un conseil de l'enseignement supérieur ayant le mandat de définir les orientations scientifiques et pédagogiques de l'enseignement supérieur au Togo en tenant compte des besoins économiques, sociaux et culturels du pays. Dans les années 2000/2001, l'Université de Lomé a créé un département des relations internationales et de coopération qui, depuis sa création, a signé 70 accords de partenariat avec des institutions de 40 pays en Afrique, en Europe et en Amérique. Il y a eu des questions et commentaires sur les éléments suivants: le pourcentage du budget de l'éducation consacré à l'enseignement supérieur; les stratégies développées pour faire face à la croissance des inscriptions; la formation du troisième cycle vis à vis du corps professoral vieillissant; la qualité d'assurance; l'intégration des TIC dans l'enseignement, l'apprentissage et la recherche; les programmes de recherche disponibles et la collaboration existant entre l'Université et les institutions non francophones.

### Université virtuelle africaine (UVA)

Dans la présentation de l'UVA, on a cherché à explorer la possibilité de collaboration formelle avec le GTES et l'AUA. Il a été rappelé que la mission de l'UVA n'est pas de se mettre en concurrence avec les institutions africaines d'enseignement supérieur mais de contribuer au travail fourni par ces institutions. C'est pourquoi la phase actuelle du travail de l'UVA cherche à renforcer cette complémentarité. Les domaines de collaboration sont les suivants:

- ✓ Conception et développement des politiques des TIC par les institutions tertiaires africaines et les gouvernements
- ✓ Aggrégation de la demande pour une faible bande passante
- ✓ Conception et mise en oeuvre des programmes scolaires
- ✓ Accès amélioré aux bibliothèques digitales
- ✓ Reconnaissance de l'apprentissage antérieur
- ✓ Assurance de qualité
- ✓ Bourses d'études pour étudiants et enseignants, et programmes d'échange

En 2003, l'UVA en partenariat avec des institutions étrangères sélectionnées, n'accorde pas que des bourses de stages mais aussi des bourses pour des programmes de troisième cycle en informatique par le biais de l'enseignement à distance en quatre universités anglophones et francophones. Elle compte ajouter cinq autres programmes en 2004 comprenant les études commerciales et la technologie de l'information.

## L'Internationale de l'Education (IE)

L'Internationale de l'Education (IE) est "la voix de l'éducation dans le monde". L'IE a son siège à Bruxelles avec le Bureau régional pour l'Afrique à Lomé. L'IE est composée des organisations des enseignants et employés de l'éducation et de la recherche. Elle défend les principes du syndicalisme indépendant et prétend à l'amélioration de la démocratie, des droits de l'homme et de la justice sociale dans leurs pays respectifs, l'amélioration des conditions de vie et de travail de leurs membres ainsi que la promotion de l'éducation à travers le syndicalisme. L'IE a le statut de conseillère auprès de l'UNESCO, de l'OMS, de l'ADEA et d'autres organismes dans le domaine de l'éducation. Elle poursuit la réforme en éducation comme l'un de ses domaines de priorité d'action. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, l'IE a approximativement un million de membres dans trente organisations et cherche à augmenter cet effectif, dont le désir de collaborer avec le GTES. Les domaines de préoccupation de l'IE sont ce qui suit: l'absence d'impact de la part des syndicats des enseignants sur les politiques des gouvernements et du patronat et le besoin d'avoir plus d'engagement actif avec les sociétés civiles. Le manque d'engagement des étudiants en ce qui concerne la réforme des programmes scolaires et, en général, la gouvernance institutionnelle, constituent d'autres préoccupations.

Les questions et commentaires provoqués par les présentations de l'UVA et de l'IE étaient sur les sources de financement et les projets de durabilité, le manque d'informations sur les centres nationaux de l'UVA, le rôle de l'UVA dans l'assurance de qualité, le besoin qui s'impose aux prestataires de l'éducation tertiaire africaine de s'engager plus activement avec les prestataires de la technologie de l'information. Il est également important d'accélérer l'accès aux bibliothèques digitales, les effets de la globalisation sur la formation des enseignants et la rééducation, l'implication de l'OMC/GATT pour l'éducation tertiaire en particulier, et la nécessité d'établir des délais définitifs pour prendre des actions sur ces besoins et d'autres problèmes relatifs à l'enseignement supérieur en Afrique.

Les discussions ont également porté sur les avantages découlant des relations avec l'UVA et l'IE en tant que partenaires stratégiques et il était généralement convenu que les domaines spécifiques de collaboration devraient être déterminés. C'est alors que le souhait de l'ADEA, pour forger une plus cohérente coordination des activités de ses Groupes de travail avec les partenaires et acteurs, a été rappelé à la réunion, sans oublier la nécessité pour les Groupes de travail d'être sensibles aux besoins des acteurs qui sont confrontés par la gestion journalière des systèmes d'éducation en Afrique. L'ADEA veut également renforcer ses liens avec la société civile et augmenter le dialogue de politique dans les réformes dont on a besoin pour faire des progrès significatifs, non seulement pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous, mais aussi pour la promotion de l'éducation en vue du développement durable et de l'apprentissage à vie.

## **Rapport d'activités - GTES 2002**

Le rapport sur les activités du GTES en 2002 a été présenté par la Coordinatrice qui a indiqué que le rapport suivait le format prescrit par l'ADEA. Les activités sur lesquelles porte le rapport étaient les éléments suivants: étude régionale d'innovations; programme régional des réseaux;

développement des politiques institutionnelles sur le VIH/SIDA; développement des plans stratégiques des TIC; renforcement du rôle des conseils universitaires; étude sur la différenciation et articulation institutionnelles ; publication sur l'enseignement supérieur en Afrique; publication de l'enseignement supérieur nigérian; transfert de la coordination du GTES à l'AUA; visite d'orientation de la Coordinatrice du GTES et participation aux réunions du Comité directeur de l'ADEA ainsi que d'autres activités dirigées par l'ADEA. Les activités de 2002 entreprises en 2003 comprenaient le programme de sensibilisation et de prévention du VIH/SIDA ainsi que la différenciation et l'articulation institutionnelles.

Un problème principal de préoccupation, indiqué dans le rapport, se rapporte aux coûts de coordination du GTES qui sont maintenant gérés par l'intermédiaire de l'AUA, en conformité avec le protocole d'accord. Malgré cela, le budget du programme du GTES est toujours basé à Paris et géré par le Secrétariat de l'ADEA sous couvert du système financier de l'IIEP. Cette situation est à reprocher pour les retards et difficultés rencontrés en cherchant à s'informer du statut actuel du compte du GTES. C'est pourquoi le rapport financier de l'année 2002 reste toujours à finaliser et à vérifier.

Les participants à la réunion ont apprécié le rapport avec satisfaction et ont demandé d'avoir un exemplaire du rapport de toute activité complétée ainsi que d'autres documents et publications. Ils ont mis un accent sur le besoin de traduire, de distribuer et de mettre sur le web tous les documents pertinents. D'autres commentaires sur le rapport concernaient le suivi des activités pour être sûr que le GTES réalise les impacts escomptés de toutes ses activités. Des clarifications ont été apportées à un nombre de questions, à savoir le type de conseil de gouvernance existant dans les institutions tertiaires francophones et aussi de savoir si les politiques sur le VIH/SIDA sont en conformité avec les politiques nationales sur le VIH/SIDA.

Une demande soumise pour un budget supplémentaire afin d'entreprendre l'étude de différenciation et d'articulation a été considérée. Après une longue discussion, les participants ont suggéré que les limites originales et le budget de l'étude devraient être maintenus et que l'étude devrait être basée sur la documentation disponible, y compris la recherche et les publications financées par le SIDA/SAREC, les publications de l'Association Internationale des Universités; l'UNESCO et la CEA. Les participants ont également exprimé le besoin de réviser les termes de référence pour l'étude et de sélectionner des consultants expérimentés connaissant les systèmes pertinents de l'enseignement supérieur dans les pays anglophones, francophones et lusophones.

#### **Ebauche du Plan de Travail 2004**

Un certain nombre de commentaires a été saisi de la présentation de l'ébauche du Plan de Travail 2004. Ces commentaires comprennent ce qui suit:

- # la couverture limitée des activités
- # la focalisation élevée sur le VIH/SIDA
- # l'omission du genre et le financement de l'éducation qui figuraient sur la liste du plan stratégique 2003-2005 du GTES

- # la nécessité pour le GTES d'initier un débat avec le 'WTO/GATS' sur de nouveaux problèmes émergents
- # le quantité du travail de la Coordinatrice
- # la disponibilité des fonds pour le financement des activités proposées

En ce qui concerne les questions de finance et du budget, il a été convenu que les agences donatrices membres devraient considérer l'augmentation de leurs contributions financières. Les membres ne contribuant pas actuellement devraient considérer, eux aussi, à le faire. Pour soutenir les activités, il devrait y avoir une intensification de la collecte de fonds appuyée par la collaboration avec d'autres Groupes de Travail de l'ADEA, tels que la FAWE, le Groupe de Travail sur l'Education et la Finance, et le Groupe de Travail sur l'apprentissage à distance. Pour pouvoir réviser le Programme de Travail à temps afin de recevoir l'approbation du Comité directeur de l'ADEA qui a été prévu pour se réunir le 2 octobre, la Coordinatrice a été priée de diffuser l'ébauche révisée du Plan de Travail avant la fin de la journée du lundi, 29 septembre.

Les membres ont été également priés d'envoyer leurs commentaires avant le mardi, 30 septembre.

### **Prochaine Réunion du Comité directeur du GTES/Événement**

Dans le cadre du partage des informations entre partenaires, le sujet ci-dessus a été discuté; des événements prévus, tels que la Biennale du 3 au 6 décembre 2003 à l'île Maurice; la conférence de l'AUA/UNESCO sur le WTO/GATS en juin/juillet 2004; la réunion du Conseil Exécutif de l'AUA en juin/juillet 2004 et la Conférence Générale en 2005. Aussi, le consensus était pour l'organisation de la réunion du Comité directeur du GTES en juin/juillet 2004.

### **Autres**

#### *Etude sur la Qualité de l'Education de l'ADEA*

Les membres ont été mis au courant de l'Etude sur la Qualité de l'Education de l'ADEA qui constitue le thème et la base pour la biennale de 2003. Un nombre de communications sont en cours de préparation dont l'une sur le rôle et la contribution de l'enseignement supérieur à l'amélioration de l'enseignement primaire. Les membres ont été informés de la sélection du Centre pour l'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement primaire de l'Université de Cape Coast au Ghana à la suite de l'avis publié par le GTES. Ce cas a été documenté comme une contribution du GTES. Depuis, l'ADEA a sélectionné ce document pour son inclusion et sa présentation sur le programme de la biennale. La réunion a loué la Coordinatrice pour avoir positivement répondu à la demande de l'ADEA et pour avoir veillé à la bonne préparation du document.

#### *Réunion pré-biennale sur l'Apprentissage ouvert et à distance*

La Coordinatrice a davantage informé les membres sur la réunion pré-biennale proposée sur l'Enseignement à Distance et l'Apprentissage ouvert (EDAO) à laquelle les Groupes de Travail de l'ADEA concernés par le sujet ont été invités pour leur participation ou collaboration. En l'absence

d'une information détaillée sur le contenu et la forme de collaboration, le Comité directeur a décidé que la Coordinatrice du GTES et un autre membre du Comité directeur prévus pour être à l'île Maurice pourraient représenter le Groupe.

#### Mandat des Membres africains sur le Comité directeur du GTES

Il a été porté à l'attention des membres, la nomination de trois nouveaux membres du Comité directeur dont les noms suivent:

1. Pr. Mazulo Brazao, Recteur, Universidade Eduardo Mondlane, Mozambique
2. Pr. Yenikoye Alhassane, Ancien Recteur, Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger
3. Pr. Abdolkabir Al-Fahary, Président du Comité populaire, Université de Sebha et Vice Chancelier, Conseil Exécutif de l'AUA

La réunion a approuvé la nomination des Professeurs Brazao et Alhassane et a suggéré que l'AUA reconsidère la nomination de Pr. Al-Fahary compte tenu du fait que le mandat de l'ADEA ne couvre pas l'Afrique du Nord et les effets possibles que la présence de Pr. Al-Fahary sur le Comité directeur pourrait avoir sur sa région. Il n'y avait pas de représentants pour les deux places offertes par l'ADEA: les noms d'un représentant des décideurs africains et celui de la seule nomination de l'Association des Polytechniques du Commonwealth en Afrique (CAPA) pour représenter les institutions non universitaires, n'avaient pas été communiqués au Comité.

#### Recommandations du Comité directeur de l'ADEA aux Groupes de Travail

L'attention de la réunion a été attirée sur les recommandations du Comité directeur de l'ADEA à ses Groupes de Travail en avril 2003 à Maseru:

1. Il est suggéré au GTES d'inclure les professeurs et étudiants dans son comité directeur
2. Le GTES est invité à inventorier les universités privées et à les engager
3. Le GTES est encouragé à entreprendre une étude pour déterminer la nature des obstacles empêchant le GT de toucher les universités francophones.
4. Le manque de données/statistiques fiables sur l'enseignement supérieur est un problème majeur en Afrique et le GTES était invité à aborder ce problème. Le GT devrait considérer le développement des capacités en matière de la collection des données dans les universités et ne pas laisser la collecte des données uniquement à l'UIS ou à d'autres agences.
5. Le GTES devrait se rappeler que les universités africaines sont toujours dans la crise et que le nombre des problèmes est écrasant; mais le GTES pourrait définir ses limites dans le choix des problèmes à aborder. On a posé la question de savoir si le GTES doit abandonner son soutien actuel aux institutions à d'autres organisations de tampon et se concentrer sur les activités de plaidoyer.
6. Le GTES devrait avoir des projets de contribution au développement de l'enseignement primaire à travers la préparation et la formation continue de l'enseignant.
7. Le GTES est mandaté pour évaluer la portée de la contribution africaine en matière de financement au dynamisme de l'AUA.

D'autres commentaires d'ordre général faits par le Comité directeur de l'ADEA pour considération se trouvent ci-après:

- # L'Education à Distance et l'Apprentissage Ouvert (DEOL) est, pour l'ADEA, une question qui coupe en travers; c'est pourquoi il est nécessaire pour les GT de l'ADEA concernés par l'EDAO de se concerter pour formuler une stratégie commune.
- # Tous les GT de l'ADEA ont un défi à relever pour s'assurer que les réseaux d'experts en cours de création trouvent des institutions de relais sur le continent.
- # Les GT de l'ADEA ont été priés de bien considérer leurs stratégies de formation. La création, par exemple, des institutions de formation localement financées peut être une alternative efficace.

### **Clôture et Appréciation**

Dans son allocution de clôture, le Président, au nom des membres, a remercié l'AUA, l'Université de Lomé, les observateurs et invités, les interprètes et l'hôtel pour leurs diverses contributions qui ont garanti une réunion de succès. La réunion a pris fin avec une visite de la ville de Lomé et de l'Université suivie d'un déjeuner à l'Hôtel le Lac.